

I - LES TENDANCES RECENTES
DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

Qu'il y ait une reprise de la production industrielle, cela ne fait de doute pour personne, mais on s'interroge sur son ampleur. Lorsqu'un changement de tendance se produit, il est souvent difficile de dire quel est le nouveau taux de croissance de la grandeur considérée. Dans le cas présent le fait de disposer de deux sources d'informations complémentaires : l'indice de la production industrielle et l'enquête mensuelle de conjoncture, permet de porter une appréciation assez sûre de la tendance récente de la production industrielle. Que constate-t-on ? D'une part une croissance de la moyenne mobile sur trois mois de l'indice mensuel depuis septembre à un taux voisin de 7 % l'an (1), d'autre part un redressement très net du solde des réponses des industriels à partir de l'enquête de mars. Convertie en terme d'indice de la production industrielle cette remontée correspond à une croissance à un taux annuel de l'ordre de 7 % depuis la fin de l'année dernière.

Tableau I

	1 9 7 0					1 9 7 1				
	août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai
Indice mensuel de la production industrielle (non compris BTP). CVS. en moy. mobile sur 3 mois	159	160	161	161	162	163	165	166		
Opinions des industriels sur l'évolution récente de leur production (écart en % entre les réponses augmentation et diminution) CVS		14	12	11	5	4	6	11	14	18

Il y a donc convergence entre les estimations fournies par l'une et l'autre sources et l'on peut estimer que la croissance de l'ensemble de la production industrielle (non compris bâtiment et travaux publics) s'effectuait au début du printemps à un taux de l'ordre de 7 %, ce qui est conforme à la prévision faite en début d'année. Au cours des dernières semaines les grèves dans l'automobile puis à la S.N.C.F. ont sans aucun doute freiné le développement de la production et un arrêt de la progression de l'indice mensuel n'est pas impossible. Si tel est le cas il ne faudrait pas pour autant conclure à une modification de la tendance réelle de la production.

(1) L'usage de la moyenne mobile sur trois mois se justifie tout particulièrement sur la période récente pour apprécier la tendance de la production. La baisse enregistrée de mars à avril ne signifie nullement une modération de la croissance comme le confirme l'enquête de conjoncture de mai. Cette baisse s'explique par le temps très clément d'avril qui a provoqué une baisse de la consommation domestique de gaz et d'électricité d'autant plus marquée qu'elle faisait suite à une poussée due au froid très vif de mars et le recul très prononcé et sans signification conjoncturelle de la production de la construction électrique jusque là en forte croissance.

A l'origine de cette expansion se trouve la reprise de la consommation qui s'est amorcée au cours de l'été dernier. Très vive au dernier trimestre 1970 celle-ci a marqué un temps de ralentissement au premier trimestre 1971 puis s'est poursuivie au second trimestre comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau II

INDICATEUR TRIMESTRIEL DU VOLUME DE LA CONSOMMATION DES MENAGES

- Pourcentage d'augmentation par rapport au trimestre précédent

	Produits alimentaires	Produits industriels	Services	TOTAL
1er trimestre 1970	+ 0,2 %	0 %	+ 2,1 %	+ 1,0 %
2ème " 1970	+ 0,9 %	+ 0,8 %	- 0,1 %	+ 0,6 %
3ème " 1970	+ 0,3 %	+ 3,2 %	+ 2,5 %	+ 2,1 %
4ème " 1970	+ 1,6 %	+ 6,3 %	+ 2,2 %	+ 3,3 %
1er trimestre 1971	+ 1,2 %	- 0,7 %	+ 0,6 %	+ 0,5 %
2ème " 1971				+ 1,5 %*

* prévision.

Ce résultat ne surprend pas : les ménages interrogés par l'I.N.S.E.E. indiquaient en janvier dernier une préférence pour la consommation moindre qu'en novembre 1970 où ils étaient exceptionnellement nombreux à vouloir consommer davantage. Il s'agit là d'un phénomène normal et qui était attendu. Après les très forts achats de fin 1970 (notamment de produits industriels) une progression notable de la consommation au début de 1971 apparaissait exclue. L'important est en réalité que le temps de ralentissement a été de courte durée et n'a guère été ressenti par les commerçants détaillants interrogés par l'I.N.S.E.E. qui faisaient état début mars d'une situation très favorable : les ventes étaient jugées relativement fortes (1), les stocks inférieurs à la normale et les perspectives d'activité excellentes. Effectivement, au cours des mois suivants, spécialement en avril et mai, les achats se sont fortement développés notamment ceux d'articles textiles et de chaussures. Aussi les réponses des commerçants détaillants à l'enquête de mai sont-elles particulièrement optimistes. On notera en particulier le niveau très élevé des commandes que les professionnels ont l'intention de passer à l'industrie, bien que leurs stocks se soient regarnis et se situent à un niveau proche de la normale.

(1) Il est vrai que pour une bonne part les commerçants jugent le niveau de leurs ventes en référence à ce qu'il était un an plus tôt. Or on sait que début 1970 l'activité commerciale était très médiocre.

La consommation continue donc de se développer rapidement même si dans certains secteurs comme celui de l'automobile (affecté par la hausse des prix : + 25 % depuis mai 1968, et par les grèves récentes) les derniers résultats s'inscrivent en retrait sur les précédents. Ce courant de consommation élevé est certainement nourri par les importantes distributions de revenus salariaux de ces derniers mois (analysées plus loin en III). Il est peut être influencé également par le vif sentiment qu'ont les particuliers de la hausse des prix. Il n'empêche d'ailleurs pas un développement rapide des emplois de l'épargne (voir IV).

Tableau III

Proportion (en %) des ménages qui déclarent que depuis six mois les prix ont beaucoup augmenté :

1 9 6 8		1 9 6 9			1 9 7 0			1 9 7 1
Janvier	Novembre	Janvier	Juin	Novembre	Janvier	Juin	Novembre	Janvier
26	40	39,5	33	34	36,5	39,5	42,5	44

Aussi la situation des industries de consommation est-elle particulièrement favorable. Depuis le mois d'octobre la production, auparavant stagnante ou décroissante dans la plupart de ces industries, exception faite de l'automobile qui avait trouvé à l'exportation une compensation à la faiblesse de ses débouchés intérieurs, a fortement augmenté. La croissance est générale, mais, en raison des baisses qui avaient précédé, les niveaux atteints par la production ne sont pas encore très supérieurs à ceux d'il y a un an (dans le cuir et la bonneterie on constate même que la production n'a pas encore retrouvé les niveaux de 1969). Les carnets de commandes se sont très vivement regarnis ces derniers mois et sont maintenant jugés bien supérieurs à la normale, les perspectives de production (corrigées des facteurs saisonniers) n'ont cessé de s'améliorer et sont orientées vers une croissance rapide de la production.

Tableau IV

OPINION DES INDUSTRIELS DE CONSOMMATION SUR :

	1 9 7 0				1 9 7 1				
	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai
- leurs carnets de commandes	- 23	- 27	- 17	- 14	- 13	- 15	0	- 2	+ 14
- l'évolution prochaine de la production (CVS)	+ 10	+ 10	+ 18	+ 24	+ 19	+ 29	+ 33	+ 36	+ 37

Dans les industries de base ou produisant des biens intermédiaires la reprise s'est fait sentir plus tardivement et jusqu'ici avec moins d'ampleur. On note toutefois une très nette amélioration en avril et mai : la production paraît se redresser dans l'ensemble de ces industries tandis que le carnet de commandes amorce une légère remontée. Tout cela est très normal : en raison des stocks accumulés l'effet d'entraînement de la reprise des industries liées à la consommation ne pouvait se faire sentir qu'avec retard, d'autant que ni l'extérieur ni les industries d'équipement ni le bâtiment et le génie civil n'ont suscité sur la période récente d'impulsion marquée à la demande de demi-produits. En particulier l'activité de la branche bâtiment et travaux publics a été fortement gênée par les intempéries et les débouchés de certaines industries s'en sont trouvés réduits.

La situation des industries productrices de biens d'équipement est assez différente. Après une très forte croissance des investissements enregistrée de 1968 à 1970 on pouvait craindre de voir décroître les commandes reçues par les producteurs. De fait depuis l'été 1970 on constate un net dégonflement des carnets de commandes des industries d'équipement qui restaient néanmoins début mai nettement supérieurs à la normale. Mais il ne semble pas pour autant que les commandes reçues soient en diminution. En novembre dernier les industriels avaient en effet annoncé leur intention de maintenir un fort courant de commandes au premier semestre 1971, ce que devaient confirmer leurs réponses à l'enquête de mars. Par ailleurs les commandes passées par les entreprises publiques sont en augmentation, ce qui explique la situation favorable de la construction électrique.

Si la reprise d'ensemble de la production est aussi nette, cela est dû en partie au fait qu'aucun retournement marqué de la conjoncture européenne ne s'est produit. On constate au contraire depuis le début de l'année un certain regain de l'activité en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas cependant que la préoccupation de la lutte contre l'inflation ne perd rien de son acuité. Le regain de l'activité peut sans doute n'être que provisoire ; il tranche néanmoins avec l'impression d'affaiblissement qui prévalait au second semestre 1970. L'utilisation des capacités reste encore élevée malgré une certaine détente, le chômage demeure faible et les carnets de commandes relativement importants. Sauf en Belgique, où provisoirement le contrecoup d'achats faits avant l'instauration de la T.V.A. se fait sentir, le développement de la consommation permis par l'accroissement du pouvoir d'achat de la masse salariale constitue un facteur de soutien de l'activité. En revanche chez nos autres principaux partenaires la conjoncture est restée jusqu'ici peu dynamique : en Italie la normalisation des rapports sociaux conditionne toujours une reprise de la production ; aux U.S.A. le redressement de la production constaté après la grève de la General Motors demeure modeste, tandis que la stagnation se poursuit au Royaume-Uni. Globalement la croissance des importations de nos principaux partenaires s'est ainsi poursuivie depuis l'automne 1970 au même rythme qu'au cours des six mois précédents.

Il est donc normal que le développement des exportations se soit poursuivi au rythme de 15 % l'an observé à partir du printemps 1970. L'analyse par produits montre des différences assez sensibles d'évolution qui sont naturelles, étant donné la situation conjoncturelle de nos principaux clients : les exportations de biens de consommation progressent rapidement (à un taux annuel qui dépasse 20 %), celles de demi-produits et de biens d'équipement

marquent le pas, les premières depuis le printemps 1970, les secondes depuis le début de 1971. On note par ailleurs une certaine reprise des exportations de produits agricoles.

Dans le même temps les importations ont une évolution atypique. En période de reprise de la demande interne il est habituel de constater à peu près simultanément un redémarrage des importations. Or depuis l'été dernier les achats français sont dans l'ensemble restés stables. Au début de 1971 ils ont même baissé pour remonter vivement en mars et avril. Ce mouvement récent doit être interprété avec précaution car il résulte pour une très grande part des fluctuations tout à fait exceptionnelles qui ont marqué nos achats de produits énergétiques. Ceux-ci ont bien entendu été affectés par la hausse des prix des produits pétroliers (de l'ordre de 15 % depuis la fin 1970), mais surtout par de grandes irrégularités dans l'approvisionnement.

Tableau V

IMPORTATIONS FRANÇAISES CAF

(milliards de francs C.V.S.)

	1 9 7 0										1 9 7 1				
	mars	avr.	mai	juin	juil	août	sept	oct.	nov.	déc.	janv	fév.	mars	avr.	mai
Totales (hors Energie)	7,0	8,2	6,8	8,5	7,8	8,2	8,2	7,9	8,0	8,3	7,5	7,9	8,3	7,9	7,9

Ce plafonnement de nos importations de l'été 1970 au printemps 1971 n'indique nullement que l'expansion n'est pas rapide. Une autre explication apparaît vraisemblable. Dans la dernière note de conjoncture il avait été signalé en annexe que le montant des importations rapporté au montant de la production restait élevé : il semblait que la propension à importer n'avait guère été modifiée par la dévaluation (en dépit d'une évolution des prix relatifs très défavorable à l'importation) et par la détente partielle des goulots de production. Ce phénomène apparaissait anormal et l'on n'excluait pas l'éventualité que l'évolution des importations ne suive pas pendant quelques mois l'essor de la demande intérieure. C'est ce qui s'est effectivement produit. Concrètement les importations de demi-produits se sont réduites de l'été à l'hiver de 300 millions (dont 200 millions pour les seuls produits sidérurgiques), la reprise des importations de biens de consommation est restée modérée en dépit de la forte augmentation des achats des ménages et les importations de biens d'équipement, après une vive croissance jusqu'au début de 1971 se sont stabilisées au cours des derniers mois.

Ainsi le taux de couverture s'est nettement amélioré depuis l'automne et son niveau actuel (104,6 pour la moyenne des trois derniers mois connus mars-avril-mai) paraît traduire convenablement la situation de la balance commerciale française. L'équilibre des échanges commerciaux est donc un fait incontestable.

II - LA SITUATION DES FACTEURS DE PRODUCTION

Le taux de 7 % l'an observé depuis six mois est supérieur à celui constaté sur longue période (6 % de 1962 à 1970) et doit conduire à une utilisation plus intense des facteurs de production. Ce n'est pas toutefois un des plus élevés qu'on ait observé : lors des reprises de 1965 et 1967, la pente de la production avait été proche de 10 %.

1 - L'évolution des effectifs et le marché du travail.

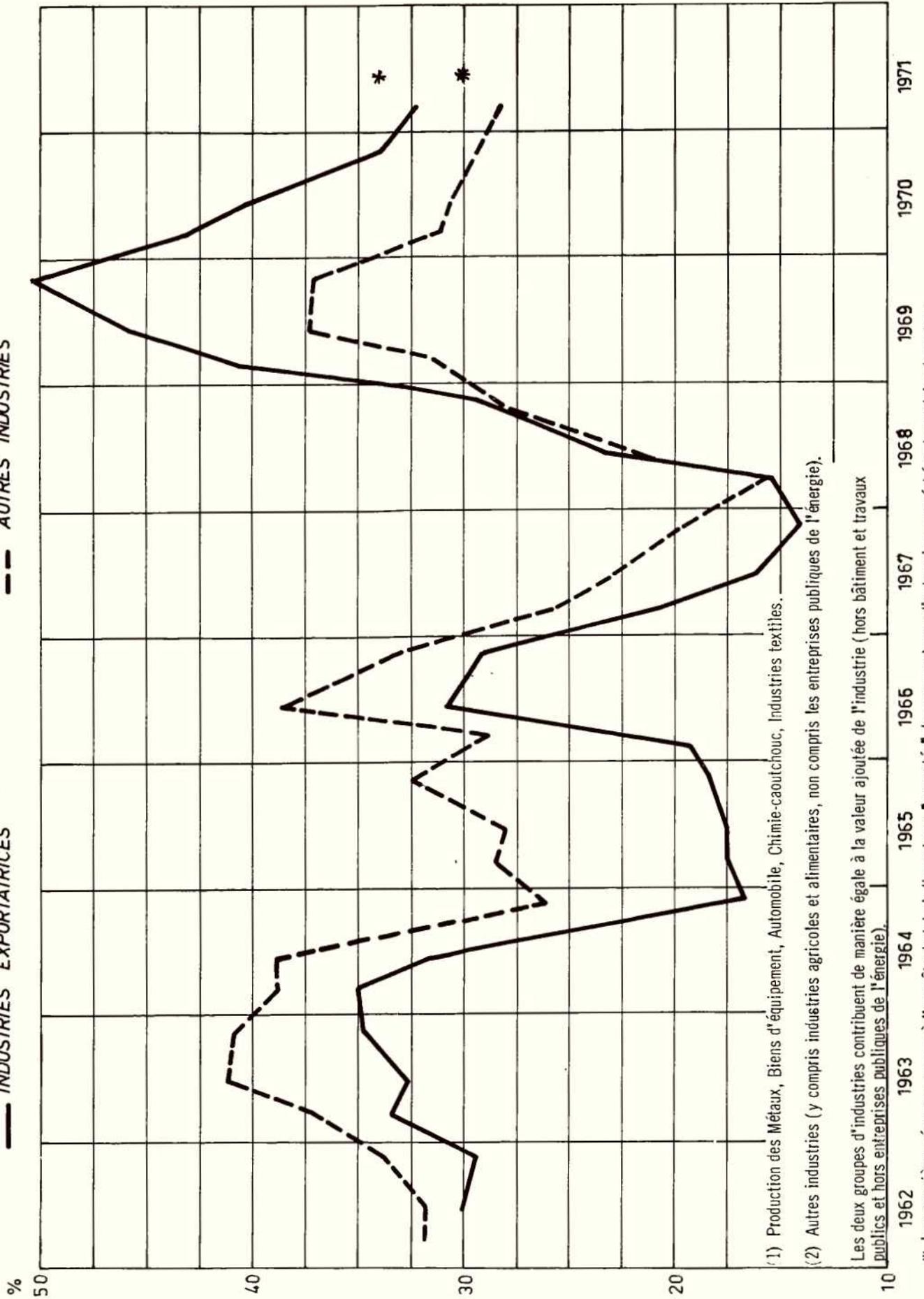
La reprise de la production n'a eu jusqu'à la fin de l'hiver que des effets limités sur l'évolution des effectifs occupés dans l'industrie. C'est ce qui ressort des résultats de l'enquête au 1er avril du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Population, corrigés du biais habituel à cette enquête. Dans l'ensemble de l'industrie, non compris le bâtiment, la croissance des effectifs occupés s'est poursuivie à un rythme modéré (+ 0,6 % du 1er octobre 1970 au 1er avril 1971 contre + 1,1 % du 1er octobre 1969 au 1er avril 1970). On ne constate en effet dans les industries de consommation aucune reprise des effectifs : ceux-ci sont stables depuis la fin 1969. Il n'y a là rien d'anormal : les entreprises attendent en général un ou deux trimestres, après qu'une reprise de la production s'est amorcée, pour modifier leur comportement d'embauche ; elles préfèrent d'abord, comme on le constate cette fois encore, augmenter la durée du travail de leurs ouvriers, même si actuellement les revendications syndicales rendent cette possibilité très limitée. Dans les autres industries les évolutions observées à la fin 1970 se sont maintenues : baisse générale de la durée du travail, augmentation ralentie des effectifs dans les industries produisant des biens d'équipement, poursuite d'une croissance moyenne dans les industries intermédiaires. De ce fait les pénuries de main d'oeuvre qui déjà au cours du second semestre 1970 avaient eu tendance à devenir moins graves se sont à nouveau atténuées : en mars la proportion d'entreprises ne pouvant produire davantage faute de personnel était de 9 %, donc proche de ce qu'elle avait été en moyenne ces dix dernières années.

En ce qui concerne les effectifs employés dans les secteurs non industriels : on remarque une nette baisse dans le bâtiment et les travaux publics (- 0,8 % au premier trimestre 1971) et dans les transports, et un arrêt de la croissance dans les activités commerciales et libérales.

Le marché de l'emploi avait ainsi continué à se détendre au cours du premier trimestre comme l'indique la poursuite de la croissance de la série des demandes d'emploi non satisfaites corrigée des effets supposés de l'Agence Nationale pour l'Emploi.

ENTREPRISES NE POUVANT PAS PRODUIRE DAVANTAGE

— INDUSTRIES EXPORTATRICES⁽¹⁾ - - - AUTRES INDUSTRIES⁽²⁾



(1) Production des Métaux, Biens d'équipement, Automobile, Chimie-caoutchouc, Industries textiles.

(2) Autres industries (y compris industries agricoles et alimentaires, non compris les entreprises publiques de l'énergie).

Les deux groupes d'industries contribuent de manière égale à la valeur ajoutée de l'industrie (hors bâtiment et travaux publics et hors entreprises publiques de l'énergie).

* Les premières réponses reçues à l'enquête de juin indiquent une "remontée" des pourcentages d'entreprises empêchées de produire davantage

Tableau VI

DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES EN FIN DE MOIS CORRIGÉES DE LA DERIVE
ET DES VARIATIONS SAISONNIERES.

déc. 1968	mars 1969	juin 1969	sept. 1969	déc. 1969	mars 1970	juin 1970	sept. 1970	déc. 1970	mars 1971
241,1	221,9	201,3	201,6	207,3	214,3	216,5	234,6	257,2	276,0

Mais depuis le début du printemps de nombreux signes d'un retournement du marché du travail sont apparus : baisse marquée des demandes d'emploi non satisfaites, diminution des bénéficiaires de l'aide publique ou de l'assurance chômage, réduction du chômage partiel et en sens inverse forte augmentation des offres d'emploi non satisfaites dans les bureaux de main d'oeuvre et resserrement du goulot main d'oeuvre indiqué par les premières réponses à l'enquête de conjoncture industrielle de juin. Aussi devrait-on constater la réapparition des tensions sur le marché du travail au cours du deuxième trimestre.

2 - Le degré d'utilisation des capacités de production

Comme la situation du marché du travail le degré d'utilisation des équipements en place a été peu affecté jusqu'à la fin de l'hiver par la reprise de l'expansion. La détente qui s'était amorcée à la fin de 1969 s'est poursuivie tout en restant très faible. La proportion d'entreprises déclarant ne pas pouvoir augmenter leur production faute d'équipement est ainsi passée de 26 % début novembre 1970 à 24 % début mars 1971.

L'important est que l'on continue de se situer dans les zones d'utilisation des capacités très élevée rarement atteintes avant 1969. Inégalement répartie selon les branches l'insuffisance d'équipement est particulièrement marquée pour les entreprises des industries les plus exportatrices comme l'indique le graphique ci-contre. Bien qu'il y ait eu dans ces entreprises une nette détente depuis la fin de 1969, le tiers d'entre elles déclarent toujours être incapables de produire davantage. C'est une proportion qui auparavant n'avait été atteinte qu'en 1963. Ceci explique pourquoi jusqu'ici nous n'avons pas "augmenté" nettement notre part sur les marchés extérieurs.

Après les très forts investissements réalisés il peut paraître surprenant que persiste une insuffisance d'équipement. Comme on l'a exposé dans les précédentes notes, l'explication du phénomène tient aux deux raisons suivantes :

- l'accroissement des capacités de production n'est pas proportionnel à l'effort d'investissement. Si l'on admet qu'en moyenne les investissements nouveaux représentent 10 % des équipements en place, investir 20 % de plus qu'en moyenne ne permet d'accroître le capital en place que de 2 % en plus. On conçoit que l'effet sur les capacités de production ne soit pas très important.

- la hausse très rapide des salaires, la difficulté de trouver de la main d'oeuvre qualifiée ont conduit les industriels à privilégier les investissements de productivité par rapport aux investissements de capacité ; on ne peut expliquer autrement que l'accroissement des capacités en 1970 déclaré par les industriels soit plus faible que sur la période 1960-1963.

